

## **Grenelle des Violences Conjugales : le Planning sera combatif et vigilant !**

Le Planning Familial propose sur le terrain des pistes d'actions au quotidien pour améliorer le dépistage des violences, la prévention et la prise en charge des femmes victimes de violences. C'est pourquoi, le Planning Familial a participé au lancement du « Grenelle des Violences Conjugales » organisé par le gouvernement le 3 septembre. Les chiffres sont là pour nous rappeler ce fléau : 101 féminicides depuis le début de l'année.

Le « Grenelle des Violences Conjugales » vient de commencer. Si nous pouvons saluer la présence de plusieurs ministres, montrant que la question doit être transversale et traitée à tous les niveaux, ainsi que l'annonce de certaines mesures demandées par les associations concernant l'autorité parentale ou l'audit de 400 commissariats pour améliorer l'accueil des victimes de violences de couple, nous regrettons que certaines annonces et bilans fassent écho à divers rapports et préconisations déjà existants : les bracelets électroniques, la généralisation des prises de plaintes à l'hôpital, l'augmentation de places d'hébergement, ou encore des mesures de prévention à l'école...

Nous savons que ces mesures facilitent le parcours des femmes pour être expérimentées dans certains départements ou établissements scolaires, tout comme nous constatons aussi que la non application dans certains territoires des mesures de la loi de 2010 et des différents plans interministériels de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes provoque l'inverse et augmente les féminicides.

Nous déplorons le manque d'annonces budgétaires qui accompagnent ces annonces : il faudrait 6 millions d'euros au moins pour garantir aux 12 millions d'élèves, prévention et éducation dès le plus jeune âge lors des séances d'éducation à la sexualité (permettant de comprendre les violences, et les notions d'intimité et de protection), une campagne de prévention régulière dans les établissements scolaires et pour le grand public afin de faire évoluer les mentalités. Il faudrait encore de l'argent pour la formation des policiers, des professionnel.les sociaux, médicaux, enseignant.es, et toujours de l'argent pour garantir aux victimes une prise en charge rapide et une protection (quand il faut parfois 3 semaines pour avoir une ordonnance de protection faute du manque de professionnel.les...). Toutes ces mesures devant s'accompagner d'une augmentation de nombre de professionnel.les sur le terrain dans tous ces domaines...

Nous regrettons également le manque d'annonces concernant la santé, quand nous voyons le nombre important de violences dépistées lors de consultations gynécologiques et l'impact sur la santé des victimes, le manque d'annonces concernant la prise en charge des auteurs de violences : nous ne pouvons plus tolérer que les auteurs sortent de prison sans avoir été pris en charge de manière éducative et psychologique, comme c'est le cas depuis longtemps au Canada.

Nous sommes donc proches du milliard d'euros demandé par les associations si nous voulons une prise en charge à tous les niveaux.



Ce sont nos mères, nos amies, nos collègues, nos voisines qui sont ces victimes, et toute la société est concernée. Nous pouvons toutes et tous agir à notre niveau. Nous devons permettre à chacun et chacune d'agir dans ce sens. Des outils et des structures existent : c'est pourquoi nous participerons aux groupes de travail proposés lors de cette première journée du Grenelle, jusqu'au 25 novembre, afin de partager notre expertise et identifier les pistes concrètes de mises en œuvre rapides.

Nous ne pouvons plus attendre! Le Planning continuera à se mobiliser pour que cessent les violences faites aux femmes en France et partout dans le monde.

**Contacts Presse :**

Véronique Séhier : 06 86 65 25 19 / [veronique.sehier@planning-familial.org](mailto:veronique.sehier@planning-familial.org)

Caroline Rebhi : 06 59 87 03 20 / [caroline.rebhi@planning-familial.org](mailto:caroline.rebhi@planning-familial.org)